

# *Conseil Exécutif*

*202e session*

## **Débat Général**

*Intervention de Son Excellence Mme Zohour ALAOUI*

*Ambassadeur, Déléguée Permanente du Royaume du Maroc  
auprès de l'UNESCO*

**10 OCTOBRE 2017**

**Discours du Débat Général de la 202<sup>ème</sup> Session du Conseil**  
**Exécutif**

**Monsieur le Président du Conseil Exécutif,**

**Madame la Directrice Générale,**

**Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et délégués  
Permanents,**

**Mesdames et Messieurs,**

C'est avec une vive conscience de l'importance de cette 202<sup>ème</sup> Session que je m'adresse, aujourd'hui à vous car, comme vous le savez nous sommes à une étape décisive de l'histoire de notre Organisation. Les défis sont nombreux et considérables.

Plus que jamais, à l'heure où l'UNESCO fait face à des ultimatums majeurs et éminents, nous devons, nous Etats membres, démontrer notre solidarité, faire preuve de sagesse et avoir à cœur d'illustrer l'excellence de cette Organisation aux fins de surmonter les obstacles et répondre mieux aux attentes de nos peuples.

Chers Collègues,

Pour ce qui est du Budget, un consensus est en train de se dégager, la corrélation entre la réalité des finances et les aspirations et objectifs des Etats membres a été évaluée, faisons preuve de courage et de responsabilité, permettons au Secrétariat d'assumer ses actions, ses capacités d'innovation, d'une manière optimale, efficace et adaptée aux réalités.

A cet effet, le Projet de programme et de Budget pour 2018-2021, 39 C5 doit refonder l'action de l'UNESCO sur l'essentiel, mieux affecter les ressources, améliorer la gestion et le contrôle et remettre les

programmes au centre du système et ce, conformément aux recommandations du Groupe de travail à composition non limitée.

Ayant à l'esprit le rôle essentiel de l'UNESCO, ses deux objectifs primordiaux et ses priorités globales, nous accueillons avec satisfaction le cadre budgétaire intégré qui facilitera le dialogue structuré sur le financement et permettra, non seulement une grande transparence et une adéquation des ressources du budget global de l'Organisation mais également une meilleure mobilisation des ressources extrabudgétaires et la mise en œuvre du Programme et du Budget.

A cet égard, nous saluons les efforts déployés par le Secrétariat pour améliorer son action de mobilisation de ressources par l'intégration du dialogue structuré sur le financement et nous l'encourageons dans ses efforts pour rédiger une version définitive de la Stratégie de mobilisation de ressources pour 2018-2019.

Concernant la Stratégie de gestion des ressources humaines, certes, depuis 2011, plusieurs améliorations ont été observées dans la procédure de recrutement. Néanmoins, certains dysfonctionnements persistent, notamment le manque de transparence et l'opacité dans la dernière phase du processus de recrutement. Nous déplorons la pratique des pressions pour la favorisation de certains candidats au détriment de ceux qui sont les mieux classés à l'issue des entretiens. Nous suivrons avec attention l'application de la Stratégie 2018-2019 car nous estimons que la transparence, l'équité et la justice dans la gestion des ressources humaines sont les clés de l'efficacité et le professionnalisme des membres du Secrétariat.

Le Maroc a appuyé fortement la Décision 200 EX/7 sur la lutte contre les violences liées au genre et a proposé la Décision 201 EX/35 sur l'importance de combattre la violence et le harcèlement en milieu scolaire. Nous avons également soutenu l'adoption de la Décision 197 EX/46 relative à l'action de l'UNESCO dans la lutte contre l'extrémisme violent.

Notre implication dans l'adoption des trois décisions est due à notre conviction que ces thématiques représentent le cœur de l'engagement de l'UNESCO. Nous saluons tous les efforts qui ont été déployés par le Secrétariat à ce sujet, notamment sa contribution dans les orientations mondiales en matière de lutte contre la violence de genre en milieu scolaire ainsi que la contribution de l'Organisation aux efforts globaux du système des Nations Unies pour maintenir la paix et prévenir les conflits.

Inclure les catastrophes naturelles dans le champ d'application de la Stratégie de renforcement de l'action de l'UNESCO en matière de la protection de la culture et de promotion du pluralisme en cas de conflit armé est un acte primordial et urgent. Les récentes catastrophes naturelles qu'a connu les caraïbes, les Etats Unies et d'autres pays démontrent la vulnérabilité de la culture, des sites du patrimoine et du patrimoine immatériel face au changement climatique.

Aussi, il est indispensable que le prochain ou la prochaine Directrice Générale poursuive ses efforts pour appliquer la Stratégie et mobiliser les fonds nécessaires afin de sauvegarder et protéger la culture et le Patrimoine de l'Humanité.

Le changement climatique est une réalité dont les conséquences et les risques impactent sur tous les continents, l'UNESCO s'est engagée à travers plus de 30 programmes dans tous ses domaines de compétence à aider les Etats membres à s'adapter au changement climatique, à en atténuer les effets et à comprendre les implications éthiques pour les générations présentes et futures. C'est à ce titre, notamment que la Conférence Générale a invité la Directrice Générale à élaborer un projet final de Déclaration de principes éthiques en rapport avec le changement climatique.

A cet effet, nous exhortons les Etats membres de faire preuve de solidarité et de sagesse afin d'adopter le texte proposé sans débat et sans changement.

La sécurité des journalistes et la question de l'impunité est l'une des priorités de mon pays et de ma Délégation. Nous saluons l'engagement de l'UNESCO dans ce domaine, par la mise en œuvre du Plan d'action des Nations Unies, par le renforcement des capacités des institutions judiciaires et par l'information, la sensibilisation afin de promouvoir la sécurité des journalistes. Il est important de signaler, à cet égard le rôle important de l'IFAP et du PIDC.

Nous sommes conscients des difficultés de transposer le plan d'action des Nations Unies dans les pratiques et les politiques nationales. Aussi, nous encourageons l'Organisation à poursuivre ses efforts dans ce domaine, en collaboration avec les Etats membres et tous les partenaires, notamment le « Groupe d'Amis pour la sécurité des journalistes », dont le Maroc est membre.

Le 39 C/5 reflète clairement les modalités de mise en œuvre de l'ODD 4- Education 2030 au niveau national, ainsi que la conduite de la coordination et l'examen et suivi de l'ODD 4 au niveaux mondial et régional. Nous nous félicitons, à cet égard, du rôle de principal mécanisme mondial de consultation et de coordination multipartite pour l'ODD 4.

En outre, le soutien politique et le renforcement des capacités n'ont pas encore eu les résultats attendus. Certes, l'aide à l'éducation a baissé considérablement et l'éducation privée connaît un succès important dans les pays en développement, néanmoins, l'Organisation est appelée à fournir plus d'efforts dans ce domaine.

Les Etats membres ont tenu à revoir la gouvernance de notre Organisation à travers les travaux d'un Groupe de travail sur la gouvernance, les procédures et les méthodes de travail des Organes Directeurs. Ce fut un travail de longue haleine qui a connu des débats parfois houleux mais grâce à la sagesse, à la clairvoyance ainsi qu'à l'efficacité du Président de la Conférence Générale, de ses vice-présidents et des présidents des sous-groupes, nous avons pu accomplir un travail remarquable qui sera certainement enrichi durant son examen à la Commission APX de la Conférence Générale.

Chers Collègues,

Je tiens à remercier et saluer, au nom de mon pays les Gouvernements jordanien et palestinien pour avoir accepté l'initiative du Président du Conseil Exécutif de reporter la Décision sur « la Palestine occupée » à la prochaine Session du Conseil. Nous nous félicitons de cet esprit de consensus.

Je vous remercie de votre attention.